

## **JD Vance : discours de Munich 14/02/2025**

Voici une transcription intégrale du discours prononcé par le vice-Président américain JD Vance lors de la Conférence de Munich sur la sécurité ce vendredi 14 février 2025 après-midi.

L'une des choses dont je voulais parler aujourd'hui, c'est bien sûr nos valeurs communes. Et vous savez, c'est formidable d'être de retour en Allemagne. Comme vous l'avez entendu plus tôt, j'étais ici l'année dernière en tant que sénateur des États-Unis. J'ai rencontré le ministre des Affaires étrangères David Lammy et j'ai plaisanté en disant que l'année dernière, nous avions tous deux des emplois différents de ceux que nous avons aujourd'hui. Mais il est désormais temps pour tous nos pays, pour nous tous qui avons eu la chance de nous voir confier le pouvoir politique par nos peuples respectifs, de l'utiliser à bon escient pour améliorer leurs conditions de vie.

Je tiens à dire que j'ai eu la chance de passer ces dernières 24 heures en dehors des murs de cette conférence et j'ai été très impressionné par l'hospitalité des gens, même s'ils se remettent bien sûr de l'horrible attaque d'hier. La première fois que je suis venu à Munich, c'était avec ma femme, qui est ici avec moi aujourd'hui, dans le cadre d'un voyage personnel. J'ai toujours aimé la ville de Munich et j'ai toujours aimé ses habitants.

Je tiens à vous dire que nous sommes très touchés et que nos pensées et nos prières vont à Munich et à tous ceux qui sont touchés par le mal infligé à cette belle communauté. Nous pensons à vous, nous prions pour vous et nous serons certainement de tout cœur avec vous dans les jours et les semaines à venir.

Nous nous réunissons à cette conférence, bien sûr, pour discuter de sécurité. Et nous parlons généralement des menaces qui pèsent sur notre sécurité extérieure. Je vois de nombreux, très nombreux chefs militaires de renom réunis ici aujourd'hui. Mais si l'administration Trump est très préoccupée par la sécurité européenne et estime que nous pouvons parvenir à un accord raisonnable entre la Russie et l'Ukraine – et nous pensons également qu'il est important que l'Europe prenne des mesures importantes dans les années à venir pour assurer sa propre défense – la menace qui m'inquiète le plus vis-à-vis de l'Europe n'est pas la Russie, ni la Chine, ni aucun autre acteur extérieur. Ce qui m'inquiète, c'est la menace qui vient de l'intérieur. Le retrait de l'Europe de certaines de ses valeurs les plus fondamentales : des valeurs partagées avec les États-Unis d'Amérique.

J'ai été frappé par la récente intervention à la télévision d'un ancien commissaire européen qui s'est réjoui de l'annulation par le gouvernement roumain d'une élection. Il a prévenu que si les choses ne se déroulaient pas comme prévu, la même chose pourrait se produire en Allemagne.

Ces déclarations désinvoltes sont choquantes pour les oreilles des Américains. Depuis des années, on nous répète que tout ce que nous finançons et soutenons est fait au nom de nos valeurs démocratiques communes. De notre politique à l'égard de l'Ukraine à la censure numérique, tout est présenté comme une défense de la démocratie. Mais lorsque nous voyons des tribunaux européens annuler des élections et de hauts responsables menacer d'en annuler d'autres, nous devrions nous demander si nous nous tenons à des normes suffisamment élevées. Et je dis bien nous-mêmes, car je crois fondamentalement que nous sommes dans la même équipe.

Nous devons faire plus que parler des valeurs démocratiques. Nous devons les vivre. Aujourd'hui, de mémoire d'homme, la guerre froide a placé les défenseurs de la démocratie face à des forces bien plus tyranniques sur ce continent. Et pensez à ceux qui, dans cette lutte, ont censuré les dissidents, fermé les églises, annulé les élections. Étaient-ils les bons ? Certainement pas.

Et Dieu merci, ils ont perdu la guerre froide. Ils l'ont perdue parce qu'ils n'ont ni valorisé ni respecté tous les bienfaits extraordinaires de la liberté, la liberté de surprendre, de faire des erreurs, d'inventer, de construire. Il s'avère qu'on ne peut pas imposer l'innovation ou la créativité, tout comme on ne peut pas forcer les gens à penser, à ressentir ou à croire. Et nous pensons que ces choses sont certainement liées. Et malheureusement, quand je regarde l'Europe aujourd'hui, je ne sais pas toujours très bien ce qui est arrivé à certains des vainqueurs de la guerre froide.

Si vous vous présentez par peur de vos propres électeurs, l'Amérique ne peut rien faire pour vous.

Je pense à Bruxelles, où les commissaires de la Commission européenne ont averti les citoyens qu'ils avaient l'intention de fermer les réseaux sociaux en cas de troubles civils : dès qu'ils repéreraient ce qu'ils jugeaient être un « contenu haineux ». Ou à ce même pays, où la police a mené des descentes contre des citoyens soupçonnés d'avoir publié des commentaires antiféministes en ligne dans le cadre de la « lutte contre la misogynie » sur Internet.

Je pense à la Suède, où le gouvernement a condamné il y a deux semaines un militant chrétien pour avoir participé à l'autodafé de Corans qui a conduit au meurtre de son ami. Et comme le juge l'a fait remarquer de manière effrayante, les lois suédoises censées protéger la liberté d'expression ne donnent pas, en réalité, un « laissez-passer » pour faire ou dire n'importe quoi sans risquer d'offenser le groupe qui professe cette croyance.

Et ce qui m'inquiète le plus, c'est peut-être le cas de nos chers amis, le Royaume-Uni, où le recul des droits de conscience a mis en péril les libertés fondamentales des Britanniques religieux en particulier. Il y a un peu plus de deux ans, le gouvernement britannique a accusé

Adam Smith Conner, un physiothérapeute de 51 ans et ancien combattant de l'armée, du crime odieux d'avoir prié en silence pendant trois minutes à 50 mètres d'une clinique d'avortement, sans gêner personne, sans interagir avec personne, mais en priant seul en silence. Après que les forces de l'ordre britanniques l'ont repéré et lui ont demandé pourquoi il priait, Adam a simplement répondu que c'était au nom de son fils à naître.

Lui et son ancienne petite amie avaient déjà avorté des années auparavant. Mais les policiers n'ont pas bougé. Adam a été reconnu coupable d'avoir enfreint la nouvelle loi sur les zones tampons, qui criminalise la prière silencieuse et d'autres actions susceptibles d'influencer la décision d'une personne à moins de 200 mètres d'un centre d'avortement. Il a été condamné à payer des milliers de livres sterling de frais de justice au ministère public.

J'aimerais pouvoir dire qu'il s'agit d'un hasard, d'un exemple unique et insensé d'une loi mal rédigée adoptée contre une seule personne. Mais non. En octobre dernier, il y a quelques mois à peine, le gouvernement écossais a commencé à distribuer des lettres aux citoyens dont les maisons se trouvent dans des zones d'accès dites sûres, les avertissant que même la prière privée dans leur propre maison peut être considérée comme une infraction à la loi. Naturellement, le gouvernement a exhorté les lecteurs à signaler tout concitoyen soupçonné d'être coupable de délit de pensée en Grande-Bretagne et dans toute l'Europe.

La liberté d'expression, je le crains, est en recul et, dans l'intérêt de la comédie, mes amis, mais aussi dans l'intérêt de la vérité, je dois admettre que parfois les voix les plus fortes en faveur de la censure ne viennent pas d'Europe, mais de mon propre pays, où l'administration précédente a menacé et intimidé les sociétés de médias sociaux pour qu'elles censurent ce qu'on appelle la désinformation. De la désinformation, comme par exemple l'idée que le coronavirus avait probablement fuité d'un laboratoire en Chine. Notre propre gouvernement a encouragé les entreprises privées à faire taire les personnes qui osaient dire ce qui s'est avéré être une vérité évidente.

Je ne viens donc pas ici avec une simple observation, mais avec une proposition. Et tout comme l'administration Biden semblait désespérée de faire taire les gens qui s'exprimaient, l'administration Trump fera exactement le contraire, et j'espère que nous pourrions travailler ensemble sur ce sujet.

À Washington, un nouveau shérif est en poste. Sous la direction de Donald Trump, nous pouvons être en désaccord avec vos opinions, mais nous nous battons pour défendre votre droit de les exprimer sur la place publique. Aujourd'hui, la situation est devenue si mauvaise qu'en décembre dernier, la Roumanie a purement et simplement annulé les résultats d'une élection présidentielle sur la base des soupçons fragiles d'une agence de renseignement et d'une énorme pression de ses voisins continentaux. Si j'ai bien compris, l'argument était que la désinformation russe avait infecté les élections roumaines. Mais je demanderais à mes amis européens de prendre du recul. Vous pouvez croire que c'est mal pour la Russie d'acheter des

publicités sur les réseaux sociaux pour influencer vos élections. Nous le pensons certainement. Vous pouvez même condamner cela sur la scène internationale. Mais si votre démocratie peut être détruite avec quelques centaines de milliers de dollars de publicité numérique provenant d'un pays étranger, alors elle n'était pas très solide au départ.

La bonne nouvelle, c'est que je pense que vos démocraties sont bien moins fragiles que beaucoup de gens le craignent.

Croire en la démocratie, c'est comprendre que chacun de nos citoyens a de la sagesse et a une voix

Je crois vraiment que permettre à nos citoyens de s'exprimer les rendra encore plus forts. Ce qui nous ramène bien sûr à Munich, où les organisateurs de cette conférence ont interdit aux parlementaires représentant les partis populistes de gauche comme de droite de participer à ces discussions. Nous ne sommes pas obligés d'être d'accord avec tout ce que disent les gens. Mais lorsque les dirigeants politiques représentent un groupe important, il nous incombe au moins de participer au dialogue avec eux.

Aujourd'hui, pour beaucoup d'entre nous de l'autre côté de l'Atlantique, cela ressemble de plus en plus à de vieux intérêts bien ancrés se cachant derrière des termes laids de l'ère soviétique comme « mésinformation » et « désinformation », qui n'aiment tout simplement pas l'idée que quelqu'un avec un point de vue alternatif puisse exprimer une opinion différente ou, Dieu nous en préserve, voter différemment, ou pire encore, gagner une élection.

Il s'agit d'une conférence sur la sécurité et je suis sûr que vous êtes tous venus ici préparés à parler de la manière dont vous comptez augmenter les dépenses de défense au cours des prochaines années, conformément à un nouvel objectif. Et c'est formidable, car comme le président Trump l'a clairement indiqué, il estime que nos amis européens doivent jouer un rôle plus important dans l'avenir de ce continent. Nous ne pensons pas que vous entendiez ce terme de « partage des charges », mais nous pensons qu'il est important que les Européens intensifient leurs efforts tandis que l'Amérique se concentre sur les régions du monde qui sont en grand danger.

Mais permettez-moi de vous demander comment vous allez commencer à réfléchir aux questions budgétaires si nous ne savons pas ce que nous défendons en premier lieu. J'ai déjà entendu beaucoup de choses au cours de mes conversations et j'ai eu de très nombreuses conversations intéressantes avec de nombreuses personnes réunies ici dans cette salle. J'ai beaucoup entendu parler de ce contre quoi vous devez vous défendre, et bien sûr, c'est important. Mais ce qui m'a semblé un peu moins clair, et certainement à de nombreux citoyens européens, c'est ce pour quoi vous vous défendez exactement. Quelle est la vision positive qui anime ce pacte de sécurité partagé que nous considérons tous comme si important ?

Je crois profondément qu'il n'y a pas de sécurité si l'on a peur des voix, des opinions et de la conscience qui guident son propre peuple. L'Europe est confrontée à de nombreux défis. Mais la crise à laquelle ce continent est confronté en ce moment, la crise à laquelle nous sommes tous confrontés ensemble, je crois, est une crise que nous avons nous-mêmes provoquée. Si vous vous présentez dans la peur de vos propres électeurs, l'Amérique ne peut rien faire pour vous. Et d'ailleurs, vous ne pouvez rien faire pour le peuple américain qui m'a élu et qui a élu le président Trump. Vous avez besoin de mandats démocratiques pour accomplir quoi que ce soit de valable dans les années à venir.

N'avons-nous pas appris que des mandats trop restrictifs produisent des résultats instables ? Pourtant, il y a tant de choses qui peuvent être accomplies avec le type de mandat démocratique qui, je pense, résultera d'une plus grande réactivité aux voix de vos citoyens. Si vous voulez profiter d'économies compétitives, d'une énergie abordable et de chaînes d'approvisionnement sûres, vous avez besoin de mandats pour gouverner, car vous devez faire des choix difficiles pour profiter de toutes ces choses.

Et bien sûr, nous le savons très bien. Aux États-Unis, on ne peut pas gagner un mandat démocratique en censurant ses adversaires ou en les mettant en prison. Qu'il s'agisse du chef de l'opposition, d'un humble chrétien priant chez lui ou d'un journaliste essayant de rapporter l'actualité. On ne peut pas non plus gagner un mandat démocratique en ignorant son électorat de base sur des questions comme celle de savoir qui a le droit de faire partie de notre société commune.

Parmi tous les défis urgents auxquels sont confrontées les nations représentées ici, je pense qu'il n'y en a pas de plus urgent que la migration de masse. Aujourd'hui, près d'une personne sur cinq vivant dans ce pays a immigré de l'étranger. Il s'agit, bien sûr, d'un chiffre record. C'est d'ailleurs un chiffre similaire aux États-Unis, également un record historique. Le nombre d'immigrants entrés dans l'UE en provenance de pays tiers a doublé entre 2021 et 2022 seulement. Et bien sûr, il a beaucoup augmenté depuis.

Et nous connaissons la situation. Elle ne s'est pas matérialisée dans le vide. C'est le résultat d'une série de décisions conscientes prises par des hommes politiques de tout le continent et d'autres pays du monde entier, au cours d'une décennie. Nous avons vu les horreurs provoquées par ces décisions hier dans cette même ville. Et bien sûr, je ne peux pas évoquer à nouveau ce sujet sans penser aux terribles victimes qui ont vu une belle journée d'hiver à Munich gâchée. Nos pensées et nos prières les accompagnent et resteront avec elles. Mais pourquoi tout cela est-il arrivé en premier lieu ?

C'est une histoire terrible, mais nous l'avons entendue trop souvent en Europe, et malheureusement trop souvent aux États-Unis également. Un demandeur d'asile, souvent un

jeune homme d'une vingtaine d'années, déjà connu de la police, a foncé dans une foule et a brisé une communauté. L'unité. Combien de fois devons-nous subir ces revers effroyables avant de changer de cap et de donner à notre civilisation commune une nouvelle direction ? Aucun électeur sur ce continent n'est allé aux urnes pour ouvrir les vannes à des millions d'immigrés non contrôlés. Mais vous savez pour quoi ils ont voté ? En Angleterre, ils ont voté pour le Brexit. Et qu'ils soient d'accord ou non, ils ont voté pour. Et de plus en plus de gens partout en Europe votent pour des dirigeants politiques qui promettent de mettre fin à une migration incontrôlable. Il se trouve que je suis d'accord avec beaucoup de ces préoccupations, mais vous n'êtes pas obligé d'être d'accord avec moi.

Je pense simplement que les gens se soucient de leur maison, de leurs rêves, de leur sécurité et de leur capacité à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Et ils sont intelligents. Je pense que c'est l'une des choses les plus importantes que j'ai apprises au cours de ma brève carrière politique. Contrairement à ce que l'on pourrait entendre à quelques montagnes de Davos, les citoyens de nos pays ne se considèrent généralement pas comme des animaux éduqués ou comme des rouages interchangeables de l'économie mondiale. Il n'est donc pas surprenant qu'ils ne souhaitent pas être bousculés ou ignorés sans relâche par leurs dirigeants. Et c'est le rôle de la démocratie de trancher ces grandes questions lors des urnes.

Acceptez ce que vos gens vous disent, même si c'est surprenant, même si vous n'êtes pas d'accord

Je crois que le fait de rejeter les gens, de faire fi de leurs préoccupations ou, pire encore, de bloquer les médias, d'empêcher les élections ou d'exclure les gens du processus politique ne protège rien. En fait, c'est le moyen le plus sûr de détruire la démocratie. S'exprimer et exprimer ses opinions n'est pas une ingérence électorale. Même lorsque des personnes expriment des opinions en dehors de votre propre pays, et même lorsque ces personnes sont très influentes – et croyez-moi, je dis cela avec humour – si la démocratie américaine peut survivre à dix ans de réprimandes de Greta Thunberg, vous pouvez survivre à quelques mois d'Elon Musk.

Mais aucune démocratie, qu'elle soit américaine, allemande ou européenne, ne survivra à l'idée de dire à des millions d'électeurs que leurs pensées et leurs préoccupations, leurs aspirations, leurs appels à l'aide, ne sont pas valables ou ne méritent même pas d'être pris en considération.

La démocratie repose sur le principe sacré selon lequel la voix du peuple compte. Il n'y a pas de place pour les pare-feu. Soit on respecte ce principe, soit on ne le fait pas. Les Européens, les citoyens ont voix au chapitre. Les dirigeants européens ont le choix. Et je suis fermement convaincu que nous n'avons pas à avoir peur de l'avenir.

Acceptez ce que votre peuple vous dit, même si c'est surprenant, même si vous n'êtes pas d'accord. Et si vous le faites, vous pourrez affronter l'avenir avec certitude et confiance, sachant que la nation est derrière chacun de vous. Et c'est là, pour moi, la grande magie de la démocratie. Elle ne réside pas dans ces bâtiments en pierre ou dans ces beaux hôtels. Elle ne réside même pas dans les grandes institutions que nous avons bâties ensemble en tant que société commune.

Croire en la démocratie, c'est comprendre que chacun de nos citoyens est doté de sagesse et a une voix. Et si nous refusons d'écouter cette voix, même nos combats les plus victorieux n'aboutiront à rien. Comme l'a dit un jour le pape Jean-Paul II, à mon avis l'un des plus extraordinaires défenseurs de la démocratie sur ce continent ou sur tout autre, « n'ayez pas peur ». Nous ne devons pas avoir peur de nos citoyens, même lorsqu'ils expriment des opinions qui ne sont pas celles de leurs dirigeants. Merci à tous. Bonne chance à vous tous. Que Dieu vous bénisse.